



GRAAT On-Line issue #16 - February 2015

Les nationalismes périphériques et l'enjeu européen

Gilles Leydier

Université de Toulon

Depuis le début des années 1970, les références à la construction européenne ont contribué à alimenter les revendications nationalistes dans la périphérie britannique. En Écosse, au pays de Galles et en Irlande du Nord, l'Europe s'est installée dans le débat politique, où une relation dialectique s'est mise en place entre la problématique du changement institutionnel et celle de l'intégration européenne. Porté par le Scottish National Party (SNP), Plaid Cymru (PC) et le Social Democratic Labour Party (SDLP), l'enjeu européen a été en quelque sorte instrumentalisé afin de contourner l'État central britannique et promouvoir la cause de l'autonomie politique de la périphérie vis-à-vis de Londres.

L'Europe, opportunité stratégique et ressource politique

La situation politique des trois nations britanniques dites « celtiques » n'est pas similaire. En Grande-Bretagne, les partis nationalistes, nés à la suite de la création de la « Société des Nations » dans l'entre-deux-guerres (en 1925 pour PC, en 1934 pour le SNP), ont toujours revendiqué l'appartenance du pays de Galles et de l'Écosse au concert des nations européennes. Si leurs objectifs initiaux diffèrent (l'indépendance à terme de l'Écosse pour le SNP, la promotion prioritaire de la langue et de la culture galloises pour PC), ces deux partis ont constamment inscrit leur projet politique respectif dans un cadre référentiel européen. En Irlande du Nord, la création du SDLP, beaucoup plus récente (1970), a directement résulté des affrontements politiques intercommunautaires et du mouvement en faveur des droits civiques apparus à la fin des années 1960. Dès sa

naissance, le SDLP, représentant modéré de la communauté catholique, a affiché comme objectif la réunification de l'Irlande en même temps qu'un engagement sans failles en faveur de l'Europe. Constituant en cela une exception dans le paysage politique local, le SDLP a cherché à utiliser la dynamique pacifique de l'intégration européenne pour repenser le nationalisme nord-irlandais et contribuer à la résolution du conflit par l'établissement d'un consensus majoritaire auprès des différents acteurs impliqués. Cette dimension pacifiste, commune également au SNP et à PC, constitue un élément important du discours des trois partis nationalistes périphériques.

Au moment du référendum de 1975 sur l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE, les trois partis ont adopté des approches différentes. Si le SDLP, reflétant assez fidèlement la vision de la République d'Irlande, appelait avec enthousiasme à voter oui à l'Europe, considérée comme facteur de paix et de diversité, et donc susceptible d'aider au règlement du conflit qui déchirait l'Irlande du nord, le SNP et PC, par contre, ont appelé à voter contre l'adhésion au Marché commun, qu'il s'agissait de différencier du projet européen en général (d'où le slogan « Europe Yes, EEC No » affiché par PC). L'hostilité des nationalistes écossais et gallois à la CEE se fondait sur la perception de celle-ci comme une construction bureaucratique, élitiste et distante, antinomique avec les notions d'auto-détermination et de communauté, et susceptible de rejeter la « celtic fringe » dans l'« outer periphery » (« la périphérie de la périphérie »). Cette attitude s'appuyait aussi sur la crainte que les politiques européennes communes – notamment celle de la pêche pour l'Écosse et la Politique Agricole Commune (PAC) pour le pays de Galles – aillent à l'encontre des intérêts économiques spécifiques des nations périphériques, ainsi que sur la prégnance du modèle norvégien – un petit pays, riche de ses ressources pétrolières et qui avait confirmé son positionnement à l'extérieur de la CEE lors d'un référendum en 1972 – dans le cas de l'Écosse. Enfin ce refus était argumenté sur l'absence de consultation des partis nationalistes dans le long processus de négociation mené par les gouvernements britanniques successifs. D'où les slogans « No voice, no entry » ou « No – on anyone else's terms » défendus notamment par le SNP pendant la campagne précédant le référendum. Ce positionnement idéologique n'était pas exempt d'une dimension populiste et de considérations tactiques : anticipation d'un résultat positif à l'échelle britannique et volonté d'affirmer les particularismes écossais et gallois en appelant à voter à contre-courant de l'Angleterre ; souci pour les formations périphériques de se démarquer

nettement des formations britanniques, divisées sur le sujet – pour ce qui est des travaillistes et des conservateurs – ou clairement favorables à la thématique européenne – en ce qui concerne les libéraux.

Rappelons qu'au final le résultat du référendum (67,2% de « oui à la CEE » à l'échelle britannique, mais 64,8% au pays de Galles, 58,4% en Écosse et seulement 52,1% en Irlande du Nord – pour à peine 47,5 % de participation) refléta un engouement pour le projet européen moindre dans la périphérie britannique qu'en Angleterre, où le « oui » obtint 68,7% des suffrages. Chacun des trois partis nationalistes put revendiquer ce résultat comme une forme de succès : le *SDLP*, car son engagement en faveur de l'Europe – *a contrario* des autres partis nord-irlandais – avait été *in fine* validé par l'opinion ; le SNP et PC, car les réserves émises sur la CEE avaient trouvé un certain écho (surtout en Écosse), et permis aux deux nations périphériques de faire valoir leur différence par rapport à Londres.

À la suite du référendum de 1975, le *SDLP* s'efforça d'utiliser la dynamique positive de la construction européenne pour promouvoir la cause d'un règlement pacifique et négocié du conflit nord-irlandais auprès des instances européennes. L'émergence d'un leader charismatique (John Hume), dont l'arrivée à la tête du *SDLP* coïncide avec son élection au parlement européen de Strasbourg (en 1979), a aussi contribué à donner du poids à cette vision européiste. Dans cette perspective, les institutions européennes sont considérées comme un facteur de pacification de l'Irlande du Nord et un moyen de pression politique – sur Londres et Dublin notamment – en vue de l'objectif d'une Irlande unifiée et réconciliée. Le parlement européen en particulier est le forum privilégié de promotion de la cause nord-irlandaise par Hume et le *SDLP*, en même temps que le lieu d'échanges et de collaboration concrète entre les députés européens des deux Irlande. Par ailleurs, la CEE devient le guichet permettant l'orientation de l'aide économique en direction du territoire irlandais dans le cadre des politiques de développement régional et d'assistance aux zones en difficulté. Cette stratégie personnalisée par John Hume va déboucher sur le rapport Haagerup (1984), informant les parlementaires européens de la situation en Irlande du Nord, puis sur l'« Anglo-Irish Agreement » (1985), premier accord politique entre le Royaume-Uni et la République d'Irlande allant vers une résolution négociée du conflit. Dans les deux cas, sont au cœur de la démarche l'idée d'une coopération intergouvernementale entre Londres et Dublin afin de déterminer la situation

institutionnelle de l'Irlande du Nord, le principe approuvé par Londres et Dublin d'une réunion des deux Irlande par consentement, et la nécessité d'une coopération transfrontalière portant sur des enjeux socio-économiques concrets. Finalement, même si la CEE n'est pas intervenue directement dans le règlement institutionnel du conflit nord-irlandais, la stratégie nationaliste modérée du SDLP est parvenue à utiliser la ressource constituée par les institutions européennes pour pousser les gouvernements britanniques et irlandais à le faire.

Le cadre européen, structure d'opportunités

Au même moment, la donne sera modifiée par l'accélération du processus d'intégration européenne, correspondant à l'arrivée de Jacques Delors à la tête de la Commission en 1984, et qui va déboucher rapidement sur les projets d'Acte Unique Européen (1986) puis sur la perspective du Traité de Maastricht (1992), parallèlement à la mise en place des politiques thatchériennes néoconservatrices au Royaume-Uni. Après une période de divisions internes et de flottement par rapport à l'enjeu européen, les partis nationalistes écossais et gallois vont désormais afficher un soutien clair et sans failles au projet européen symbolisé, à la fin des années 1980, par l'adoption quasi concomitante du slogan « Independence in Europe ».

L'adhésion à la dynamique de l'intégration européenne, et le lien établi par les partis nationalistes avec la revendication de l'émancipation politique au sein du cadre britannique se sont articulés autour de plusieurs éléments : il y a tout d'abord le constat des avantages économiques substantiels générés par les fonds structurels européens, notamment le FEDER, Bruxelles se substituant en quelque sorte à Londres comme source de subventions dans le contexte des politiques néolibérales de désengagement de l'État britannique. Ainsi, par exemple, l'acquisition du statut de zone classée « Objectif 1 », correspondant à un territoire en retard de développement et source de financements européens conséquents, constituera une priorité pour les partis nationalistes. Au sein du Parlement européen, John Hume pour l'Irlande du Nord dans son ensemble, tout comme Winnie Ewing – « Madame Écosse » – pour les Highlands et les Iles, s'emploieront à obtenir ce label de zone économique en déclin à aider en priorité, tandis que PC revendiquera aussi ce statut pour les Vallées et l'ouest du pays de Galles. Au début des années 2000, près de la moitié du territoire nord-irlandais et plus des quatre-cinquièmes

des territoires écossais et gallois étaient éligibles à une forme d'aide économique européenne. Parallèlement, l'agenda social, promu par la CEE dans la seconde moitié des années 1980 sous l'impulsion de Jacques Delors, séduit les partis nationalistes de la périphérie britannique par sa dimension inclusive, antithèse des discours des gouvernements londoniens articulés autour des idées de « self-reliance » et de retrait de l'État. Pour le SNP et le SDLP notamment, positionnés au centre-gauche de l'échiquier politique autour de valeurs social-démocrates, la construction européenne et ses politiques apparaissent en phase avec leur propre projet de société et leur nationalisme civique et inclusif, au moment où le gouvernement britannique de John Major refusera pour sa part de ratifier la charte sociale européenne.

Sur le plan institutionnel, le parlement européen – élu directement à partir de 1979 – va constituer pour les partis nationalistes un objectif électoral, et leur offrir un forum d'échanges, ainsi qu'une visibilité internationale au sein du groupe European Free Alliance (pour le SNP et PC), le SDLP pour sa part s'intégrant dans le groupe de socialistes européens (Party of European Socialists). Par ailleurs, la Commission européenne (via l'accès aux Fonds Structurels et la constitution de bureaux représentant les différents États et régions membres), le Conseil des Ministres européen (où, suite au Traité sur l'Union européenne de 1992, les États-membres peuvent se faire représenter par des représentants de niveau infra-étatique lorsque des intérêts régionaux sont en jeu), le Conseil de l'Europe et son Comité des collectivités régionales et locales, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Comité des régions et son groupe des « Régions Constitutionnelles », vont constituer autant de structures d'opportunités où les partis nationalistes britanniques pourront faire entendre leur voix et plaider leur cause.

Le nouveau paradigme « régionaliste »

Le nouvel ordre européen émergent au début des années 1990 repose sur un modèle d'intégration assez différent de celui des années 1970. Moins centré autour des seuls États-membres, le discours de l'Union européenne cherche à associer les différents acteurs impliqués dans le processus de décision politique en faisant la part belle aux notions de subsidiarité (« subsidiarity ») et de gouvernance polycentrique (« multi-level governance »). La diversité culturelle et linguistique au sein de l'Europe est reconnue et encouragée, et une charte des langues régionales et minoritaires est adoptée par le conseil

de l'Europe en 1992. Parallèlement, la cohésion économique et sociale du territoire européen est à l'ordre du jour, favorisant les zones les plus en retard de développement ou en restructuration économique au sein des États-membres. Le concept d'« Europe des Régions » est aussi mis en avant suggérant, en dépit du flou qui l'entoure, la reconnaissance institutionnelle des identités régionales et nationales infra-étatiques.

Les dirigeants des partis nationalistes écossais et gallois vont saisir les opportunités de cette nouvelle donne politique à l'échelle européenne, et ce dans le contexte de l'opposition au thatchérisme, perçu dans la périphérie britannique comme un nationalisme anglais en manque de légitimité démocratique, et face à des gouvernements londoniens jugés autoritaires, centralisateurs et évoluant peu à peu vers l'euroscpticisme. Pour Elis Thomas ou Gwynfor Evans, le principe de subsidiarité doit désormais s'appliquer aussi bien aux relations entre Cardiff et Londres qu'à celles entre Londres et Bruxelles. Le pays de Galles, traditionnellement divisé entre le nord et le sud, galloisants et non-galloisants, ce qui rendait problématique tout projet d'auto-détermination à l'échelon du territoire gallois, peut maintenant trouver une nouvelle unité en tant que « région » à part entière au sein de l'Union européenne.

Au SNP, la conversion spectaculaire au projet européen, sous l'impulsion notamment de Jim Sillars, Winnie Ewing ou Alex Salmond, permet de couper court aux accusations de « narrow nationalists » et d'esprit de clocher (« parochialism »). Si l'Écosse devenait indépendante elle ne serait pas un petit pays isolé à la périphérie du continent européen, mais un membre actif d'une communauté dynamique, participant pleinement à la prise de décision collective. L'angoisse du vide et de la dislocation engendrée par une rupture brutale avec le voisin anglais pouvait s'estomper dans l'opinion au profit de l'idée d'une transition en douceur. Ce positionnement vint réactualiser une vieille antienne nationaliste, autrefois illustrée par les slogans « indépendance dans l'Empire », puis « indépendance au sein du Commonwealth ». Tout comme PC, le SNP dépoussiérait son image un peu passéiste pour s'inscrire dorénavant dans la modernité : son engagement pro-européen le plaçait dans une position plus favorable auprès de l'opinion publique – notamment les jeunes et les élites socio-économiques et intellectuelles – dans le contexte très médiatisé du compte à rebours en vue de l'Acte Unique Européen, puis des bouleversements dans l'ex-Union Soviétique et en Europe Centrale. Pour le SNP le modèle européen de référence devint la république d'Irlande : un pays de taille et de population

comparables à l'Écosse, géographiquement et culturellement proche, souverainement indépendant au sein de l'UE mais économiquement favorisé par son intégration au marché unique et par l'aide européenne régionale. Enfin, en inscrivant sa vision de l'Écosse au sein d'un système européen en formation, ouvert et évolutif, le SNP surmontait ses propres tensions entre son aile traditionaliste et « fondamentaliste » regroupant les partisans de l'indépendance et rien de moins – représentés par Winnie Ewing et Gordon Wilson – et son courant « gradualiste » et pragmatique – incarné par Jim Sillars et Alex Salmond – s'accommodant de la dévolution institutionnelle comme d'une étape intermédiaire sur la voie de l'émancipation de la tutelle britannique. L'Europe devint donc aussi pour le SNP, comme pour PC, une ressource permettant de transcender les clivages internes et de souder le parti autour d'un large consensus tant auprès des dirigeants que des militants.

Pour le SDLP, le fait que la politique régionale de l'UE intègre l'Irlande du Nord au sein d'une grande « région » européenne correspondant à l'ensemble de l'île ne pouvait que conforter les dirigeants du parti dans leur projet de réunification de l'Irlande grâce à la médiation européenne. Plus nettement que le SNP ou PC, le SDLP de John Hume s'est inscrit dans cette perspective d'une « Europe des Régions », qui diluerait les frontières traditionnelles, remettrait en cause les notions de souveraineté absolue et indivisible, et à terme rendrait obsolètes les États-nations, au profit de la reconnaissance de la diversité culturelle, de la coopération transfrontalière et du partage de la souveraineté politique. Dans cette perspective « post-nationaliste » où l'Europe est considérée à la fois comme un modèle de résolution de conflit et une alternative au nationalisme étroit, Hume et le SDLP ont invité les institutions européennes à jouer un rôle non seulement dans les négociations entre les deux communautés rivales d'Irlande du nord, mais également dans la gouvernance des futures institutions irlandaises qui verraient le jour une fois la paix établie. Au final, et même si l'implication de l'Union européenne dans le règlement du conflit nord-irlandais est restée très en deçà des espérances de Hume, la vision « post-nationale » de ce dernier a en partie inspiré l'accord de paix du Vendredi Saint de 1998 : ainsi l'établissement d'institutions irlandaises transfrontalières, reconnues à la fois par Dublin et Londres, ou la mise en place d'un référendum d'approbation du traité organisé simultanément dans les deux Irlande, ont validé ces nouveaux principes de codétermination et de partage de la souveraineté, tandis que la réécriture partielle de la

Constitution de la République d'Irlande actait en pratique la déconnection entre les notions de souveraineté, d'État et d'identité nationale.

La dialectique dévolution institutionnelle / intégration européenne

À partir de 1999, la mise en route de la dévolution a contribué à faire évoluer la perception de l'enjeu européen dans la périphérie britannique. Les nations « celtiques » sont désormais dotées d'institutions démocratiques autonomes qui, en pratique, sont responsables de la mise en place des directives européennes dans les domaines décentralisés, ainsi que d'une représentation légitime propre vis-à-vis de l'extérieur, notamment de l'Union européenne. Une partie importante de la législation débattue et votée au sein des assemblées décentralisées prend maintenant sa source à Bruxelles, et Cardiff, Édimbourg ou Belfast vont développer des liens directs avec les institutions européennes, et déployer un lobbying intensif à travers différents organismes *ad hoc*. Cependant l'Europe demeure un domaine réservé du Parlement de Westminster, et ce sont les représentants du gouvernement britannique qui siègent à la table de négociations du Conseil des Ministres européens. La question est de savoir d'une part dans quelle mesure Londres intègre véritablement dans sa ligne européenne les aspirations de sa périphérie, et d'autre part quelle est l'influence réelle des représentants de la périphérie au sein d'une délégation britannique dans le cadre de négociations européennes qui sont généralement fermées et interdites au public.

Dans ce contexte, les partis nationalistes vont s'employer à maîtriser les rouages de la politique européenne, et à tisser des liens sur la scène internationale afin de promouvoir leur vision de nations autonomes. De plus, vis-à-vis de leur opinion publique, ils vont se présenter comme la voix de leurs nations respectives et les meilleurs défenseurs de leurs intérêts en Europe, tout en insistant sur les spécificités et les priorités qui les différencient des objectifs britanniques. C'est le cas notamment en Écosse, où le SNP se fera fort de souligner les divergences qui existent sur de nombreux enjeux européens entre les intérêts économiques écossais et ceux de l'Angleterre, qu'il s'agisse des domaines de la pêche, de la politique agricole commune, de l'énergie, de l'environnement, ou du développement des infrastructures. Autant d'arguments permettant au SNP de dénoncer à la fois la

frilosité des nouvelles institutions décentralisées - dominées par les travaillistes - et l'indifférence du gouvernement londonien New Labour, et de plaider l'indépendance au sein de l'UE comme le seul moyen pour l'Écosse de faire valoir ses intérêts spécifiques.

En même temps, au sein de l'Union européenne, de nouveaux enjeux apparaissent, comme l'intégration monétaire et la monnaie unique, la réforme de la PAC, l'élargissement et les frontières de l'Union, ou le projet de constitution. Sur tous ces thèmes, les partis nationalistes périphériques ont régulièrement fait entendre leur voix, critiquant la faiblesse des engagements pro-européens du gouvernement britannique, prenant régulièrement le contrepied de ce dernier, comme par exemple sur la réforme de la politique agricole commune, le montant du budget européen ou l'adoption de la monnaie unique. Sur ce dernier enjeu très médiatisé, le SNP et PC tentèrent de faire valoir la spécificité des agendas économiques écossais et gallois par rapport à l'ensemble britannique, et demandèrent conjointement, en vain, que les cinq critères de convergence en vue du passage à l'euro soient rendus publics pour toutes les régions et nations composant le Royaume-Uni. Par ailleurs, lors du débat sur l'élargissement de l'Union européenne, le SNP et PC organisèrent un sommet des nations de la périphérie britannique sur ce thème, réclamant l'égalité de statut avec les autres États-membres au sein de l'UE.

De fait, parallèlement, la dynamique de l'élargissement, qui voit l'Union européenne passer rapidement de quinze à vingt-sept membres, et accueillir de jeunes États de taille comparable aux nations périphériques, contribue à infléchir le discours des partis nationalistes dans un sens favorable à une Europe confédérale. Ainsi si le SNP et PC maintiennent leur positionnement stratégique les définissant comme des « pro-EU and pro-independence within the EU parties », ils laissent aux nouvelles institutions décentralisées le rôle de promoteur de l'Écosse et du pays de Galles comme des « super euro-régions » au sein de l'UE, pour accaparer celui de défenseur d'États-membres potentiels dans le cadre d'une « nouvelle Europe » en construction.

Au sein de cette Union européenne à la fois étendue à l'ensemble du continent et faisant la part belle aux États de dimension modeste, le SNP tout comme PC s'affichent comme les défenseurs vigilants de la périphérie, soucieux que l'élargissement en direction de l'Europe centrale ne se fasse pas au détriment de l'aide accordée par l'UE aux territoires écossais et gallois en difficulté. Les deux formations insistent également sur la spécificité

du modèle de développement et les valeurs originales de la « périphérie celtique » par rapport à la norme britannique, et se veulent porteurs d'une alternative susceptible de servir de référence aux autres « petites nations » de la « nouvelle Europe ». À cet égard elles mettent plus particulièrement en avant les questions énergétiques, environnementales ou humanitaires comme autant d'enjeux majeurs sur lesquels l'Écosse comme le pays de Galles ont à la fois les ressources et la volonté politiques pour servir de modèle aux jeunes États indépendants et jouer un rôle-clé dans le débat européen.

États européens en formation et post-nationalisme

Le nouveau paradigme européen qui émerge dans les années 2000, dans un environnement de plus en plus empreint de morosité et de scepticisme, puis marqué par de sérieuses difficultés économiques, consacre l'enterrement de l'approche fédérale et supranationale de la construction européenne au profit de la vision confédérale et intergouvernementale. Ainsi, la dynamique de l'approfondissement s'estompe en faveur de celle de l'élargissement, l'UE peine à développer de nouvelles politiques transnationales consensuelles, les discours autour de l'« Europe des régions » et de la « subsidiarité » ne sont plus à l'ordre du jour, et les États-membres, désormais près d'une trentaine, constituent les piliers incontournables d'un projet européen en panne de perspectives. Dans ce contexte, les partis nationalistes vont positionner les nations périphériques de Grande-Bretagne comme des petits États européens en devenir, soutenant l'idée d'une Europe fondée sur la coopération intergouvernementale entre États-membres souverains et partageant quelques éléments d'intégration choisis à la carte.

Au sein de Plaid Cymru, ce passage d'une vision radicale et fédérale basée sur l'Europe des régions, à une approche plus traditionnelle articulée autour de la coopération entre États-membres a été illustré dans l'évolution du discours d'Elis Thomas à Dafydd Wigley. En Écosse le SNP retient l'idée du droit de veto donné à chaque État-membre au sein de l'UE, quelle que soit sa taille, et se fait le champion d'une Europe souple et flexible, à la fois plus efficace et plus proche des citoyens. Dans cette Europe à géométrie variable et bâtie à l'échelle du continent, le SNP estime que l'Écosse pourrait jouer un rôle-clé sur certains enjeux, et que son statut de nation européenne « historique », ainsi qu'une économie redynamisée lui permettraient de tenir son rang. Après avoir beaucoup regardé vers la république d'Irlande et aussi l'Islande, et longuement vanté les succès du « tigre

celtique » et de « l'arc atlantique de prospérité », le SNP a, suite aux grandes difficultés économiques traversées par ces deux pays, revu ses références pour prendre comme modèle les pays scandinaves. Culturellement assez proches – beaucoup plus que le sud de l'Angleterre – et de taille ou de population comparables, ces pays partagent avec l'Écosse le modèle d'un État social et redistributif, ainsi que des enjeux économiques importants comme l'exploitation des ressources pétrolières tirées de la mer du Nord, la politique de la pêche, l'intérêt pour les énergies renouvelables, le souci environnemental et un certain neutralisme sur la scène internationale. Remarquons également que ces États ne sont pas à la pointe de l'intégration européenne, bénéficiant de clauses d'exemptions fortes (tel le Danemark), demeurant hors de la zone euro (comme la Suède), ou s'étant toujours refusé à rejoindre l'UE (c'est le cas de la Norvège). À partir de 2007, l'accession du SNP aux responsabilités à la tête des institutions écossaises et le leadership présidentiel d'Alex Salmond ont permis de donner plus de poids et de visibilité internationale à cette vision de la place de l'Écosse en Europe.

En Irlande du Nord, contrairement à la situation écossaise, la mise en place de la dévolution institutionnelle n'a pas profité aux nationalistes du SDLP. Paradoxalement le nouveau partage du pouvoir a débouché sur la montée en puissance électorale des deux partis les plus radicaux, au détriment notamment du SDLP. Ce dernier a néanmoins maintenu son engagement pro-européen inconditionnel et sa vision post-nationaliste, se faisant le défenseur d'un socialisme qui transcende les frontières des États-nations européens. Ce positionnement semble aujourd'hui contre-productif pour le SDLP sur le plan électoral, dans la mesure où, dans le modèle consociationnel de gouvernance mis en place par les accord du Vendredi Saint, le SDLP apparaît, aux yeux de la communauté catholique, beaucoup plus lié à un projet de partage et de négociation des identités nationales au sein de l'espace européen, que comme le meilleur défenseur de l'identité et des valeurs du camp nationaliste, un rôle que semble jouer aujourd'hui le Sinn Féin.

D'un référendum sur l'Europe à un autre

L'annonce par David Cameron d'un possible référendum sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'UE en 2017 constitue le dernier exemple venant illustrer cette instrumentalisation de l'enjeu européen dans la périphérie britannique. Dans un contexte général désormais empreint d'un désenchantement populaire certain par rapport au projet

européen et caractérisé par la percée électorale de formations ouvertement anti-européennes comme le UKIP en Grande-Bretagne, le SNP et PC ont, au cours des toutes dernières années, maintenu leur soutien de principe à l'intégration européenne, tout en appelant l'UE à se réformer de l'intérieur. Ils collent ainsi à leur opinion publique, moins eurosceptique que dans le sud de l'Angleterre. Par ailleurs, ils ont beau jeu de dénoncer l'influence néfaste des eurosceptiques les plus radicaux sur le gouvernement de coalition et d'y voir un élément de différenciation identitaire majeur entre la périphérie britannique - et son nationalisme civique et ouvert - et un nationalisme anglais agressif et reposant en partie sur le rejet de l'Europe, incarné notamment par le UKIP.

En Écosse en particulier, le gouvernement de David Cameron, qui a mené campagne avant le référendum de septembre 2014 en dénonçant le risque d'exclusion de l'Union européenne qu'encourait l'Écosse en cas d'indépendance, apparaît aujourd'hui en porte-à-faux. Comment dénoncer l'incertitude de la situation écossaise vis-à-vis de son environnement extérieur quand on place le Royaume-Uni dans une situation comparable, à une plus grande échelle et sur une période bien plus longue ? En réponse le SNP s'est logiquement engouffré dans la brèche pour renvoyer l'argument du séparatisme et de l'isolationnisme au gouvernement britannique, faisant valoir que l'indépendance était pour l'Écosse la voie la plus logique pour demeurer dans l'Union européenne. Pour les nationalistes écossais, un retrait britannique de l'UE constituerait un *casus belli* avec le gouvernement londonien, qui nécessiterait la tenue d'un nouveau référendum sur l'indépendance de l'Écosse (au sein de l'UE).

Conclusion

En dépit de différences sensibles liées au contexte historique, à leurs bases sociologiques ou à leurs objectifs politiques, les partis nationalistes « celtiques » ont globalement convergé sur l'enjeu européen, jouant la carte de l'intégration européenne pour faire avancer leur projet national. Pour PC, le SNP et le SDLP, l'Union Européenne est devenue un cadre de référence alternatif à la structure de l'État britannique, attractif en termes d'opportunités économiques, de sécurité collective, de reconnaissance internationale, de promotion d'un agenda social-démocrate ou de résolution de conflit (dans le cas du SDLP). Parallèlement, la dynamique européenne a aussi joué un rôle dans les projets d'autonomie et le type de nationalisme revendiqués par les partis de la

périphérie « celtique », qu'il s'agisse de l'expression d'un nationalisme inclusif, tolérant et civique, compatible avec l'idéal européen – notamment pour le SNP et PC - de la vision d'une Écosse indépendante fondée sur une souveraineté limitée (portée par le SNP lors du récent référendum) ou de la promotion d'une forme de post-nationalisme fondé sur le partage de la souveraineté et transcendant les États-nations traditionnels dans le cas du SDLP. La convergence de vue entre les trois partis sur l'Europe est apparue maximale pendant les années 1980 et 1990, dans le contexte du projet d'une « Europe régionalisée », tandis que les dernières années ont vu le PC et surtout le SNP se positionner comme des États européens en devenir et être plus critiques sur le projet d'intégration européenne, se différenciant de la vision du SDLP, pour qui l'europhéanisme inconditionnel constitue aujourd'hui un handicap électoral. Si l'engagement pro-européen du SDLP peut apparaître à cet égard moins instrumental que celui exprimé par PC ou le SNP, l'Europe constitue toujours pour les trois partis de la périphérie britannique une importante ressource politique, comme les débats autour de la sortie possible du Royaume-Uni de l'UE le montrent encore aujourd'hui.

Sources

Cabrol, Karine, « L'Europe au cœur des revendications nationalistes périphériques : la politique européenne du SNP et du Plaid Cymru », in Gaïd Girard & Matthew Graves (dir.), *Europe unie, le Royaume désuni ? Les enjeux de la dévolution*, Triade n°7, Université de Brest : Bretagne Occidentale, 2000, pp. 43-54.

Elias, Anwen, *Minority Nationalist Parties and European Integration: A Comparative Study*, London: Routledge, 2008.

Hassan, Gerry (ed.), *The Modern SNP: From Protest to Power*, Edinburgh: Edinburgh University Press, 2009.

Hepburn, Eve & McLoughlin, P. J., « Celtic Nationalism and Supranationalism: Comparing Scottish and Northern Ireland Party Responses to Europe », *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 13, 2011, pp. 383-389.

Hume, John, « Europe of the Regions », in Richard Kearney (ed.), *Across the frontiers: Ireland in the 1990s*, Dublin: Wolfhound, 1988.

- Hume, John, « A New Ireland in a New Europe », in Dermot Keogh & Michael H. Hazell (eds.), *Northern Ireland and the politics of Reconciliation*, Cambridge: Cambridge University Press, 1993, pp. 226-233.
- Keating, Michael, *European Integration and the Nationalities Question*, Politics and Society, vol. 32, n° 3, 2004, pp. 367-388.
- Leydier, Gilles, « Europe à géométrie variable, Royaume à la carte: spécificité britannique et logique européenne de la dévolution » in Gaïd Girard & Matthew Graves (dir.), *Europe unie, Royaume désuni ? Les enjeux de la dévolution*, Brest: Université de Bretagne Occidentale, 2000, pp. 79-92.
- Leydier, Gilles, « L'Europe, une ressource politique pour le Scottish National Party » in Agnès Alexandre-Collier, Bernard d'Hellencourt et Pauline Schnapper (dir.), *Le Royaume-Uni et l'Union européenne depuis 1997*, Dijon: Editions universitaires de Dijon, 2007, pp. 47-62.
- Leydier, Gilles, « L'enjeu européen », in Jacques Leruez (ed.), *Où va l'Écosse après 13 ans de dévolution ?*, Association Franco-écossaise, hors série, Paris, 2013, pp. 35-40.
- Lynch, Peter, *Minority Nationalism and European Integration*, Cardiff: University of Wales Press, 1996.
- Lynch, Peter & Elias, Anwen, *Devolution in the UK and the inexorable rise of Scottish and Welsh nationalism?* ISPA World congress of political science, Santiago, Chili, 2009.
- McLoughlin, P. J., « The SDLP and the Europeanisation of the Northern Ireland Problem », *Irish Political Studies*, vol. 24, n°4, 2009, pp. 603-19.
- Mitchell, James, « Member state or Euro-region? The SNP, PC and Europe », in *Britain for and against Europe, British Politics and the question of European integration*, Oxford: Clarendon press, 1998, pp. 108-129.
- Mitchell, James & Cavanagh, Michael, « Context and Contingency: Constitutional Nationalists and Europe », in Michael Keating & John McGarry (eds.), *Minority Nationalism and the changing international order*, Oxford: Oxford University Press, 2001, pp. 246-253.
- Osmond, John, *Welsh Europeans*, Bridgend: Seren, 1995.
- Plaid Cymru, *Time to put Wales First*, Cardiff: Plaid Cymru, 2014.
- Scottish Executive, *European Strategy*, Edinburgh, 2004.
- Scottish Government, *Scotland in the European Union*, Edinburgh, 2013.

Sloat, Amanda, « Scotland and Europe: Links between Edinburgh, London and Brussels », *Scottish Affairs*, Edinburgh, n°31, 2000, pp. 92-110.

SNP, *Scotland in Europe: The Fundamentals of SNP Policy*, Edinburgh, 2001.

Wright, Alex, « The Europeanisation of Scotland: A Driver for Autonomy », in Gaïd Girard & Matthew Graves (dir.), *Europe unie, le Royaume désuni ? Les enjeux de la dévolution*, Triade n°7, Brest : Université de Bretagne Occidentale, 2000, pp. 55-71.

© 2015 Gilles Leydier & Graat On-Line